

## Ramses<sup>2</sup>,

Réseau d'excellence des centres de recherche en sciences humaines sur la Méditerranée

---

### WPI 7 : Ecole doctorale d'été

21-24 avril 2008, Rabat, Maroc

---

## Genre en Méditerranée.

Les femmes face aux transformations socio-économiques.  
Conflits, négociations et émergence de nouveaux rapports sociaux

---

Organisé dans le cadre de l'axe Gender Action du réseau d'excellence Ramses<sup>2</sup>, par le groupe de recherches FEMMAGH avec :

le Centre Jacques Berque (Rabat),  
le LAMES (Laboratoire Méditerranéen de Sociologie, Aix-en-Provence),  
le CM2S (Centre Marocain des Sciences Sociales, Université Hassan II Ain Choq, Casablanca),  
le GREGaM (Groupe de recherches et d'études sur le genre au Maroc, GJC, Casablanca)  
et l'Université Paris 7 - Denis Diderot ;

Avec le soutien :

de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche),  
du réseau d'excellence des centres de recherche en sciences humaines sur la Méditerranée (Ramsèsk, MMSH, Aix-en-Provence) ;  
du CESEM (Centre d'études sociologiques, économiques et manageriales, HEM, Rabat),  
de la Fondation Friedrich Ebert (Rabat),  
du programme Fulbright de l'ambassade des Etats Unis au Maroc (Public Affairs Section, Rabat)  
et du GCJ (Groupe des Jeunes chercheurs en sciences sociales, Casablanca).





## L'Italie et les femmes : Nouveaux conflits dans un pays de frontières (géographiques, économiques, symboliques) ?

**Elena Del Giorgio**

Institut Universitaire Européen  
Département des Sciences Politiques et Sociales  
San Domenico di Fiesole (Florence), Italie

### 1. Introduction

Le 14 janvier 2006, plus de 200.000 femmes et hommes emplissent les rues de Milan lors de la plus grande manifestation concernant les droits des femmes en Italie depuis les années soixante-dix. Une fois de plus l'enjeu est celui de l'avortement. En novembre 2005, le Ministre de la Santé de la coalition de centre-droite Francesco Storace, avait proposé en effet de permettre la participation active des bénévoles du « Mouvement pour la Vie » dans les *Consultori*<sup>1</sup>. Le Ministre précisa que la mesure ne représentait pas le premier pas vers l'abrogation de la loi sur l'avortement (la loi 194), mais que c'était plutôt l'existence de la loi même qui justifiait cette décision<sup>2</sup>. Les rassurantes déclarations du Ministre, cependant, furent immédiatement considérées avec suspicion. Seulement un an auparavant, en effet, le Gouvernement avait fait passer une loi (Loi n.40) sur la fécondation artificielle qui contredisait la loi sur l'avortement en reconnaissant *de facto* à l'embryon le statut de personne. Cette dernière mesure fut donc le dernier élément déclencheur de la protestation.

En commentant la manifestation dans un article paru dans le quotidien *Il manifesto* daté du 15 janvier, une de les protagonistes du féminisme italien, Ida Dominijanni, conclue : «C'est un barrage : long, grand et puissant. (...) Par ici, on ne passe pas. Ni Ratzinger, Ni Ruini (*Cardinal, Président de la CEI, Conférence Episcopale Italienne*) ne peuvent passer ce barrage, ni les modérés, ni les hommes politiques, ni les secrétaires de parti qu'ils soient croyants en public ou en privé, ni les militantes du « Mouvement pour la Vie ». Le cortège envoie ce message fort (...): on ne touchera pas à la loi 194, puisque l'autodétermination sur l'avortement est la ligne infranchissable de la résistance féminine. »

---

<sup>1</sup> Créé avec la loi 405/75 en 1975, les *Consultori familiari* sont « des services socio-sanitaires et territoriaux ayant des finalités de prévention, de diagnostic et de thérapie, adressés à la population féminine et aux couples, en référence spécifique aux problématiques de la sexualité, de la « procréation responsable », de la contraception, de la grossesse et de la prévention de les pathologies de la sphère génitale féminine » (Fiche d'orientation Asl Turin, septembre 2004). La création des *Consultori* est clairement liée à la mobilisation féministe des années soixante-dix. Actuellement, au-delà de la valeur des services qu'elles offrent, ces structures gardent une grande valeur symbolique pour les associations féministes et féminines. La proposition du Ministre Storace a donc été perçue par beaucoup comme une menace directe aux conquêtes matérielles et culturelles des mouvements du passé.

<sup>2</sup> L'avortement en Italie est règlementé par la loi 194, introduite en 1978. Loi 194/78, Art. 2: "les *Consultori*, sur la base de règlements spéciaux ou conventions, peuvent se servir, pour les buts prévu par la loi, de la collaboration volontaire des formations sociales de base et des associations des bénévoles aptes, qui peuvent aussi aider la maternité difficile après la naissance ».

La manifestation du 14 janvier confirme, 30 ans après les premières manifestations pro-avortement, le potentiel catalyseur et de mobilisation de cette question. Et pourtant, la dynamique d'organisation, ainsi que les caractéristiques socio-économiques des manifestants, montrent également que beaucoup a changé par rapport aux expériences passées de mobilisation. Les slogans choisis pour la journée – « La précarité, c'est le contraceptif du futur », « L'intégrisme n'est pas loin, en Italie on a le Vatican » – suggèrent en effet que des questions plus vastes et complexes que celle de l'avortement sont à la base de ce mouvement de dissension qui mène beaucoup de femmes à rompre un silence apparemment de plus en plus assourdissant. *Usciamo dal silenzio* (Sortons du silence) est précisément le slogan – significatif - choisi par l'"assemblée" qui se réunit en novembre 2005 pour organiser la mobilisation.

La manifestation de Janvier 2006 peut certainement être considérée comme le résultat le plus visible et le plus symptomatique d'une reconfiguration plus générale de l'« univers féministe et féminin » qui s'est produite en Italie durant les années précédentes. Cette reconfiguration a touché les organisations existantes et a mené à la création de nouveaux groupes et remodelé les relations entre organisations. Elle a aussi mené quelques organisations à changer leurs stratégies et leurs objectifs vis-à-vis des acteurs politiques et institutionnels. La période suivant la manifestation, qui a été marquée par une série d'initiatives (concernant notamment les relations entre femmes et les institutions et la violence faite aux femmes) s'est caractérisée par un certain renouvellement de l'activisme.

Mon intervention se base sur l'idée qu'aborder le « point de vue de la lutte sociale » nous offre l'occasion de soulever des questions plus vastes. Considérer les mouvements sociaux comme des « signes » et des « prophètes » de leur temps, comme nous le suggère Melucci (Melucci, 1982), conduit nos questionnements sur le terrain du changement politique et socio-économique : Quelles transformations dans l'inextricable écheveau qui lie le privé et le public ont amené à un nouvel activisme ? Quels ont été les changements pour les femmes dans un pays de frontière tel que l'Italie, en équilibre instable entre tensions et immobilismes internes et poussées externes concernant les processus d'immigration et de globalisation ?

Mon papier est tirée de ma thèse de doctorat, que je devrais soutenir en automne, et qui concerne les organisations féministes contemporaines dans trois villes européennes : Berlin, Paris et Milan. Du point de vue théorique, ma thèse essaie d'analyser de quelle façon les changements socio-économiques et politiques influencent les organisations féministes, leurs objectifs ainsi que les stratégies et pratiques de leurs membres.

Dans le premier paragraphe de cette contribution je présenterai brièvement l'approche théorique choisie dans ma recherche, en me concentrant en particulier sur le concept de « champ organisationnel » (*organisational field*). J'analyserai ensuite les changements socio-économiques et politiques spécifiques ainsi que leur impact sur les femmes italiennes et en particulier sur l'activisme féministe. J'aborderai plus particulièrement les transformations dans les sphères suivantes : a) le monde du travail et la situation professionnelle des femmes en Italie, b) la situation des femmes dans les institutions politiques, c) les transformations des discours de l'Eglise Catholique autour de la femme (en considérant l'énorme influence du Vatican dans la vie sociale et politique de l'Italie) et d) l'impact des processus d'immigration.

## **2. Étudier les organisations féministes : structure et culture dans les champs d'organisation.**

Ma recherche empirique sur les organisations féministes italiennes se situe principalement dans le cadre théorique de la littérature sur les mouvements sociaux<sup>3</sup>. Plus précisément, je m'appuie sur la littérature portant sur les *organisations* des mouvements sociaux (OMS). « L'approche par la mobilisation de ressources » (McCarthy, Zald, 1977), qui se développe dans les années 70, est un premier pas important vers la reconnaissance du fait que les mouvements sont organisés et non pas spontanés. C'est un peu le « cheval de Troie » par lequel la littérature parvient enfin à traiter les mouvements sociaux comme des acteurs rationnels et légitimes et à les faire sortir du trou noir de l'anomie.

A partir de ces années-là, la recherche sur l'action collective s'est progressivement développée et a conquis une légitimité dans le monde académique en formant un champ d'étude distinct et en produisant une littérature vaste et riche sur la question (Snow et al, 2004). Les différentes dimensions de l'action collective – la protestation, les rapports avec le système politique, la question de l'identité, des organisations - ont été étudiées en détail (Della Porta, Diani, 1999). Toutefois, un certain nombre d'aspects des OMS restent encore inconnus (McCarthy, Minkoff, 2005, p.289). Caniglia et Carmin affirment, dans leur compte-rendu de la littérature sur les OMS, que « l'attention s'étant focalisé sur les mouvements, beaucoup d'études sur les OMS ont traité le sujet sans réelle théorisation systématique et sans avoir posé les questions théoriques de manière convaincante » (2005, 201). Il reste donc un certain nombre de questions auxquelles aucune réponse satisfaisante n'a été fournie : que se passe-t-il exactement dans les OMS ? Quels sont les processus et les dynamiques qui guident le changement d'organisation ? (Minkoff, McCarthy, 2005).

Pour essayer de répondre à ces questions, je me suis appuyée sur un nouveau courant de la littérature sur les OMS appelé la « *cognate area* » et qui se base sur une interprétation des différents types d'organisation comme « des formes de culture et des matrices de pratiques » (Clemens, 2005, p.355). Ce courant récent s'est développé essentiellement pour deux raisons : tout d'abord, les transformations ayant eu lieu dans le champ de l'activisme ne pouvaient être complètement comprises au moyen des théories existantes. Par ailleurs, ce nouveau courant d'analyse sur les OMS naît de la rencontre progressive entre deux champs de la littérature qui étaient traditionnellement opposés : celui sur les mouvements sociaux et celui de la théorie de l'organisation (Minkoff, Clemens, 2004; Scott et al, 2005).

Concernant la première raison, la variété et la créativité toujours plus présentes dans l'organisation des mouvements les plus importants – comme le Global Justice Mouvement, le mouvement des femmes et le mouvement environnementaliste – ont mené les chercheurs à mettre en question l'association habituelle entre organisation formelle, centralisation et hiérarchie.

Concernant le deuxième aspect, le besoin de revitaliser le champ d'étude correspond aussi à des transformations dans la théorie de l'organisation des dernières décennies. Dans un ouvrage, significativement intitulé *Social Movements and Organization Theory* édité par Scott en 2005, Scott et McAdam soulignent que « la tendance générale (*dans les approches théoriques et en termes d'objectifs de recherche dans les théories de l'organisation*) est à la fois verticale/interne et externe/horizontale : verticale, afin d'intégrer

---

<sup>3</sup> La recherche empirique a été menée à Milan. Elle a consisté en 19 entretiens semi-structurés, la distribution de questionnaires et l'analyse de documents. Les citations des entretiens que nous rapportons dans ce texte viennent donc des activistes de Milan. Pour rendre ma recherche la plus complète possible, j'ai également recueilli de la documentation et j'ai suivi les changements de l'univers féministe dans d'autres villes, plus particulièrement à Rome, Florence et Bologne. Je reviendrai plus tard sur le manque de données concernant le Sud italien.

des niveaux d'analyse plus vastes que celui du mouvement, et externes, afin d'incorporer plusieurs aspects de l'environnement ». Le concept de champ organisationnel, permet selon les auteurs d'embrasser ces deux dimensions et ainsi de fournir des nouveaux outils analytiques d'une grande validité (McAdam, Scott, 2005, p.8). Selon la définition donné par Aldrich, un champ organisationnel est « un ensemble de groupes, d'organisations et d'organismes qui interagissent et s'orientent autour d'un intérêt substantiel commun comme la santé, les politiques de l'éducation, etc. » (1999, p.50).

Une telle définition appliquée aux OMS suggère que les organisations des mouvements sociaux sont enracinées, d'une part, dans ce qui a été défini successivement comme une « structure mobilisant les mouvements » (« movement mobilizing structure ») (McCarthy, 1996), un secteur des mouvements sociaux (« social movement sector ») (Garner and Zald, 1987) ou encore une « base pour les mouvements » (« movemental base ») (Tarrow, Tilly, 2006). En même temps ces organisations sont encastrées dans une sphère qui met en scène plusieurs types d'acteurs tels que les institutions gouvernementales, les agences de financement et les groupes d'adversaires. Considérés dans leur globalité, ces acteurs forment un réseau d'organisations au sein duquel il s'influencent réciproquement, peuvent entrer en conflit ou encore s'allier. De plus, comme affirment McCarthy and Minkoff (2005, p.291) « pour complexifier davantage la situation, certaines organisations peuvent être seulement partiellement concernée par l' 'intérêt commun' qui guide un mouvement social particulier, tout en étant temporairement actives dans le champ ou liées à d'autres organisations actives de façon à influencer les organisations centrales ».

Les auteurs soulignent l'importance d'un mouvement social plus ample au sein duquel se situent les champs organisationnels : celui-ci est composé par des « acteurs extérieurs » - acteurs qui ne sont pas actifs dans le champ focal mais qui d'une façon ou de l'autre influencent le cours de l'action – et par des « unités de gouvernance extérieures » - autorités et structures de pouvoir qui opèrent dans des plus vastes niveaux sociaux, établissant ainsi les opportunités et les limites qui influencent l'action dans les champs. Les acteurs du champ organisationnel, de plus, agissent sur la base de différentes « logiques institutionnelles » caractérisées par des normes, des valeurs et des croyances spécifiques qui guident l'analyse des événements et des situations. C'est donc les divergences entre ces différents cadres d'interprétation qui peut causer des conflits ou créer des alliances. Dans tous ces études, des concepts comme « justesse », « résonance », « registre » sont utilisées pour montrer dans quelle mesure les organisations et les stratégies d'organisation sont imprégnées par la culture, les croyances, les associations symboliques qui sont, à leur tour, constamment négociées et renégociées dans les champs organisationnels.

Concevoir les organisations comme « sphères d'interaction » ou comme « contextes pour la conversation politique » dans des champs organisationnels a donc de nombreuses conséquences, dont certaines ont des implications importantes pour ce travail : une focalisation sur les organisations comme sphères d'interaction, même si elle porte principalement sur les dynamiques et les mécanismes internes à un mouvement (en d'autres termes une micro-dimension), ouvre aussi la possibilité d'élargir l'analyse au contexte (c'est-à-dire la macro-dimension dans laquelle une organisation naît). En effet cette focalisation nous permet de considérer la façon dont les mouvements sociaux, en interprétant un contexte changeant, réagissent et s'organisent.

Une telle approche non seulement propose de tisser des liens entre des approches traditionnellement opposées dans les études sur les mouvements sociaux : d'une part, une approche qui se concentre sur le processus de « framing » et sur l'identité, de l'autre, la soi-disant « approche de la structure des opportunités politiques ». D'un certain point de

vue, cette approche va plus loin. En considérant que les mouvements s'inscrivent dans des champs organisationnels qui comprennent une « politique de la signification » (Gamson, 1990), les spécialistes du « cognare approach » mettent en discussion la nature des structures, qui étaient souvent traitées auparavant comme a-culturelles. Selon Francesca Polletta :

« les théoriciens des dynamiques politiques reconnaissent de plus en plus les limites de modèles se basant étroitement sur l'étude des opportunités politiques (...)...Ils suggèrent de se pencher davantage sur les cadres culturels dans lesquels les personnes évaluent les structures politiques, perçoivent les opportunités et arrivent à croire en une possibilité de tirer profit collectivement de ces opportunités. Cependant, les efforts pour théoriser le rôle de la culture dans la mobilisation ont été entravés par la tendance à voir les structures politiques comme non-culturelles (...). Ma vision est différente. Je considère que les structures sont culturelles (même si pas seulement culturelles). L'objectif n'est d'abandonner l'étude des structures politiques 'objectives' en faveur d'une analyse des potentielles perceptions subjectives des structures politiques mais de mettre en évidence les ressources (objectives) et les limites engendrées par la dimension culturelle des structures politiques. » (Polletta, 2004, p.98).

La possibilité de ne pas considérer la focalisation sur les structures comme antithétiques par rapport aux approches culturelles et cognitives des organisations est aussi avancée par Elisabeth Clemens qui, en parlant de la rencontre entre la recherche sur les mouvements sociaux et la théorie de l'organisation, écrit: « Si l'ordre du jour c'est d'intégrer l'étude empirique des mouvements sociaux dans l'étude empirique des organisations formelles, la manque d'attention aux institutions politiques formelles est problématique. Beaucoup de luttes cruciales s'effectuent sur les règles du jeu plutôt que sur le contenu de ces règles » (Clemens, 2005, p.361)

Pour résumer, la nature, l'ampleur et la trajectoire du changement d'organisation résultent d'une interaction et d'une superposition continue entre facteurs endogènes et exogènes aux organisations. En outre, ces deux types de facteurs contiennent à la fois une dimension structurelle et une dimension culturelle. C'est donc dans cet espace flexible où les symboles modèlent les institutions et sont en retour modelées par elles, où les idées se heurtent à des limites matérielles et où les limites matérielles produisent des idées, que le changement se produit. Isoler ces différents facteurs n'est pas une chose facile. Et pourtant, en introduisant ce meso-niveau d'analyse dans l'étude des organisations, il est possible de comprendre les facteurs les plus importants qui, en modifiant le champ organisationnel lié aux questions des femmes en Italie, ont amené les organisations féministes à se transformer. Il me semble que les organisations féministes italiennes peuvent être considérées comme les 'miroirs' dans lesquels se reflètent des changements plus vastes. Ces changements ne concernent pas uniquement les champs organisationnels – institutionnels ou pas - au sein desquels les questions des femmes sont posées, mais aussi, plus généralement des mutations vastes et profondes de la société italienne.

### **3. Avortement et reproduction : en défense de la laïcité.**

Comme il a été dit dans l'introduction, les dynamiques qui ont amené à la mobilisation de *Usciamo dal Silenzio* sont symptomatiques d'une transformation des discours en Italie autour de questions comme la reproduction, l'avortement, le corps de la femme, la famille.

Cette transformation se produit surtout à partir de 2001. Le débat sur ces questions se réanime dans la péninsule, comme dans d'autres pays européens, à la suite de la nécessité de réglementer l'utilisation des nouvelles techniques d'avortement (notamment la pilule de l'avortement Ru486) et de reproduction (les différentes formes de fécondation artificielle). Les modalités et les contenus du débat italien se distinguent toutefois des autres pays à la fois à cause du substrat culturel spécifique à l'Italie, et à la suite de circonstances politiques et sociales spécifiques. Traditionnellement, en effet, l'Italie est un pays 'à majorité catholique' dont l'influence du Vatican, situé au cœur du territoire, sur la vie sociale et politique a toujours été considérable. Pendant les années soixante-dix, par exemple, le sujet du divorce (introduit en 1970) et surtout de la légalisation de l'avortement avaient provoqué de durs affrontements entre catholiques et laïques ainsi que l'ingérence des branches de l'Église Catholique pendant la campagne électorale pour les referendum liées aux deux lois. Avec l'acquisition des droits civils, la fin des grandes batailles idéologiques des années soixante-dix et avec la disparition au début des années quatrevingt-dix de la *Democrazia Cristiana* (le grand parti de masse catholique maintes fois au Gouvernement du pays depuis les années cinquantes) les rapports entre l'État Italien et l'Église Catholique paraissent destinés à une indépendance croissante.

Et pourtant, la question de la laïcité et celle de la séparation de l'Église et de l'État sont revenues, ces dernières années, au cœur des débats médiatiques, politiques et sociaux en Italie. Ce retour est en partie probablement lié à la transformation des équilibres globaux après le 11 septembre, à l'émergence des mouvements religieux fortement 'politisés' et au renouvellement du débat autour de la place de la religion dans la vie privée, publique et politique. Par ailleurs, les causes de ce nouvel affrontement entre les deux Italies – la 'rouge', laïque (laïque dans les deux sens, qu'elle soit composée d'une base laïque ou d'une base catholique qui reconnaisse le besoin d'avoir des institutions laïques) et la 'blanche', catholique – a beaucoup à voir avec des facteurs internes.

En 2001, en effet, s'est installé un des gouvernements les plus contestés et sujet à discussion de l'histoire contemporaine de l'Italie : celui de la coalition de centre-droite dirigée par l'entrepreneur Silvio Berlusconi. L'attitude du Gouvernement Berlusconi a sans doute contribué à une rapide ré-organisation du « champ d'organisation » (aux sens à la fois structurel et culturel) ayant comme intérêt partagé les questions de la reproduction, des techniques reproductives, de l'avortement, de la famille : acteurs de la société civile – d'un côté les mouvements féministes, les mouvements de défense de la loi 194, les mouvements gay; de l'autre côté le 'mouvement pour la vie' – se sont mobilisés en gagnant une visibilité; plusieurs acteurs institutionnels (partis politiques, Ministres, Parlementaires) ont été obligés à une prise de position publique ; l'Église Catholique, en tant qu'institution, a regagné une place de protagoniste dans la vie politique et culturelle du Pays. Cette reorganisation s'est révélée pas seulement au niveau du débat mais même à travers des mesures législatives.

Comme il a déjà été dit dans l'introduction, en effet, en 2004 le Gouvernement passe une loi (Loi n.40) régulatrice de la fécondation artificielle qui contredit la loi sur l'avortement en reconnaissant *de facto* à l'embryon le status de personne. La loi 40, encore en vigueur, permet l'accès aux techniques reproductives seulement à des couples hétérosexuels et mariés et permet exclusivement la fécondation homologue (c'est-à-dire que la semence et l'ovule utilisés pour la fécondation appartiennent aux futurs parents). La loi inclut plusieurs mesures techniques et spécifiques : par exemple, elle interdit la recherche sur les cellules sتامinales ; elle oblige les femmes à l'implantation de tous les embryons fécondés en augmentant le risque d'accouchement de triplés dangereux pour la santé des femmes ; la loi interdit aussi la diagnostic pré-implantation pour vérifier la présence de pathologies graves mais elle permet, dans les cas limites, d'avorter par la suite en ignorant une fois de

plus les conséquences physiques et psychologiques d'un tel acte sur les femmes ; la loi oblige également les femmes qui ont déjà laissé congeler des embryons à les implanter dans les trois mois sans aucune exception (à l'exception de la mort de la future mère). Cette loi est immédiatement très critiquée. Des savants, comme le prix Nobel et sénateur à vie Rita Levi Montalcini signent un manifeste qui dénonce les aspects les plus dangereux. Même la Ministre pour l'égalité des opportunités (*Ministro per le Pari Opportunità*), Stefania Prestigiacomo, a exprimé publiquement ses préoccupations et contrariétés.

Le ressentiment d'une partie des organisations du mouvement des femmes s'est progressivement progressivement fait sentir. A Bologne, par exemple, s'est constitué le « réseau urbain contre la loi 40 » ; d'autres groupes de jeunes femmes ont organisé des 'manifestations créatives' dans d'autres villes italiennes. Parmi ces groupes, le groupe A/Matrix a organisé la « campagne des œufs » avec le slogan « la poule vient avant l'œuf » (en transformant le dicton « qui vient en premier, l'oeuf ou la poule ? ») (<http://www.thething.it/amatrix/progetti.html>). Les initiatives ont été couronnées par une manifestation nationale organisée à Bologne le 7 février 2004 à laquelle ont participé plus de 30.000 femmes et hommes (voir le site du Sexys shock, un des groupes organisateurs et composé aussi par des jeunes femmes : <http://isole.ecn.org/sexys shock/xpink2.htm>).

Le parti Radical aussi, avec les associations s'est activé en cette circonstance en promouvant un référendum abrogatif de la loi 40 pour le 12-13 de juin 2005. La campagne pour le referendum a été particulièrement agressive et caractérisée par un haut niveau d'affrontement idéologique. Le Cardinal Camillo Ruini (Président de la CEI - *Conferenza Episcopale Italiana*) s'est distingué alors par ses prises de position particulièrement dures. Il invita à travers les media les Italiens à boycotter le référendum en n'allant pas voter, une ingérence directe dans la dimension politique italienne qu'on ne voyait plus depuis des années. Le référendum, en effet, n'a pas obtenu le quorum de participation nécessaire pour être considéré valable. Cependant, le rendez-vous référendaire s'est transformé en une occasion de rencontre pour plusieurs acteurs qui s'étaient activés contre la loi. Comme l'a témoigné une activiste : « après le référendum sur la procréation assistée un réseau est devenu visible, c'est-à-dire...le fait de bouger pour le référendum a créé des liens ou rétabli des vieux rapports qui s'étaient interrompus et donc le réseau s'est formé » (N.1, p.4). Á la question de la loi 40 s'ajoutaient d'autres mesures gouvernementales particulièrement favorable à l'Église : en 2005, par exemple, le Gouvernement avait décidé d'exempter les propriétés de l'Église sur le sol italien du paiement de la taxe sur les propriétés immobilières. La coalition de centre-droite, en plus, s'est montrée sensible et réactive aux demandes de l'Église sur l'éducation. La Ministre de l'Éducation, Letizia Moratti, a prodigué aux écoles privées – c'est-à-dire en Italie beaucoup d'écoles catholiques – des financements importants et, comme dernière mesure avant l'élection de 2006 a engagé 3.000 enseignants de religion.

Dans ce contexte, en décrivant les facteurs qui ont amené ou ré-amené à la mobilisation autant de femmes, deux activistes déclarent :

“nous avons vérifié une forte ingérence des pouvoirs, c'est-à-dire de l'Église, de l'État, de la science, de la médecine...un sans-gêne et une superposition pour nous toutes de plus en plus intolérable de la part de toute une série des pouvoirs qui disaient ce que les femmes auraient du faire...alors si je dois dire la motivation, la poussée plus forte à cette volonté d'agrégation retrouvée, moi je crois que ç'a été vraiment le fait de n'en plus pouvoir...c'est ça...une gêne très profonde...ce n'était pas une prise de position précise, ou des idées particulières, c'était vraiment une gêne, le truc d'entendre toutes les jours parler des femmes par la part de ces

pouvoirs que finalement sont les mêmes qui ont condamné les femmes au silence...et après c'est évidemment, comme toujours, le discours sur la 194 qui a fait sortir tout ça.» (N.7, p.10)

“ça a été l'autre capacité du mouvement : de comprendre toute de suite...qu'à travers le mouvement pour la vie, à travers les gardiens de la morale dans les *Consultori*, à travers Ruini qui chaque jour nous disait que nous avortions avec légèreté, que la famille c'était le bien suprême, etc. nous étions en train d'être soumises à une tentative de normalisation des corps, des têtes, des rôles...et ça toutes l'ont bien compris »  
(N.4, p.2)

Même les modalités à travers les quelles *Usciamo dal silenzio* est né témoignent bien de l'émergence d'une saturation diffuse vis-à-vis des discours circulants sur le corps des femmes. Le réseau, en effet, a pris sa source d'un e-mail individuel. Le 18 novembre 2005, Assunta Sarlo, une journaliste d'un hebdomadaire indépendant, *Diario*, a copié et collé les adresses des organisations féministes et féminines, des collègues et des amies qui pouvaient être intéressées et leur a envoyé un mail mail titré « message en bouteille ». Dans le mail Sarlo écrivait :

“Les pages des journaux, l'ordre du jour politique (l'agenda politica), nous renvoient en ces jours une image guerrière aux tons et à la substance agressive, après la fécondation assistée et le blocage de la Ru486, on attaque une chose à laquelle nous sommes toutes très attachées : notre liberté de choix, y compris là où – comme le cas de l'avortement – elle est, comme nous savons, douloureuse et difficile... » ([www.usciamodalsilenzio.org](http://www.usciamodalsilenzio.org))

La mail a circulée rapidement et de façon capillaire, au point que seulement quelques heures après, la Présidente de CGIL Lombardia (CGIL c'est un des plus grands syndicats en Italie, équivalent de la CGT), Susanna Camusso, répondait avec urgence :

« (...) Comme on pouvait le craindre, le recul de la laïcité des institutions se transforme en une attaque aux femmes, à notre peau, à notre autodétermination. Nous remarquons à travers les appels qui circulent par le web un malaise qui grandit, la peur que tout reste dans le silence, nous partageons, nous savons que on ne peut pas rester en silence, c'est une responsabilité qui est aussi la notre. Il nous faut organiser une grande assemblée des femmes ou décider ensemble d'autres initiatives. Nous proposons à toutes, mardi 29 novembre, 21:00 heures de se réunir. Nous vous demandons de faire circuler le plus possible cette mail. Si vous nous donnez des signes positifs nous pouvons essayer de l'organiser, peut-être dans un siège syndical. » ([www.usciamodalsilenzio.org](http://www.usciamodalsilenzio.org))

L'assemblée a été effectivement organisée la semaine suivant l'envoi du mail dans la grande salle de la Chambre du Travail du syndicat CGIL de Milan et a vu la participation de plus de 1.000 personnes. Pendant les semaines suivantes l'assemblée a continué à se réunir et à préparer la manifestation du 14 janvier à laquelle ont participé des femmes et des hommes provenant de toute l'Italie. La manifestation, de plus, s'est déroulée en constante communication entre Milan et Rome où avait lieu une manifestation parallèle intitulée « Tous en Pacs » pour l'obtention de la reconnaissance des « couples en concubinage » (en Italie actuellement il n'existe pas de législation à cet égard). Le sujet de la laïcité a donc été le fil rouge et le collant d'une inédite alliance : celle entre le mouvement des femmes et le mouvement gay, deux univers associatifs traditionnellement assez éloignés.

Les mobilisations en défense de la loi 194 ont grandi également du fait d'un substantiel manque de prise de position de la part des partis d'opposition :

“Le virage a été quand on a compris que personne ne réagissait à l' « offensive », appelons-la ainsi, de l'Église et de la droite et que les tons des dirigeants de la politique de l'opposition, qui était opposition du point de vue du Gouvernement, opposition qui théoriquement étaient les auteurs du référendum abrogatif etc, essayaient continuellement un terrain de médiation et affirmation qu'on pouvait baisser le seuil des droits de liberté...parce que c'était de ça qu'on parlait...”

(N.8, p.1).

Même avec la victoire de la coalition de centre-gauche dirigée par Prodi aux élections de 2006, la situation n'a pas trop changée. Politiquement très faible à cause d'une extrême fragmentation interne et une restreinte majorité parlementaire, le Gouvernement Prodi a chuté après 2 ans sans avoir modifié la loi 40. Le débat sur la laïcité continue donc à être à l'ordre du jour en Italie et à redéfinir le champ d'organisation concernant les questions de l'avortement, de la reproduction et de la famille.

D'autres groupes et campagnes se sont organisés durant les dernières années : à Milan, par exemple, est né l'Observatoire « Santé-Femme » (Osservatorio Salute Donna – OSA), une association qui s'occupe d'observer les activités dans les Consultori et d'organiser des conférences et des campagnes de prévention pour la tutelle de la santé des femmes. Une campagne médiatique a été organisée par des femmes et des hommes du monde du spectacle - *Non Toccarla: giù le mani dalla 194* ([http://www.nontoccarla.it/Sito/194\\_NON\\_TOCCARLA.html](http://www.nontoccarla.it/Sito/194_NON_TOCCARLA.html)) – dont des actrices et des acteurs connus mais aussi des personnes communes qui se sont laissés photographier avec le slogan de la campagne dessiné sur le ventre.

Une telle campagne, mais aussi la manifestation de 2006 et les initiatives qui ont suivi montrent que un autre changement important caractérise les organisations qui s'occupent des questions liées à la reproduction ainsi que la géographie du champ d'organisation : elle concerne la place des hommes. La mobilisation, en effet, a souvent été soutenue ensemble à la fois par les femmes et les hommes (surtout chez les jeunes), un passage qui marque une différence en comparaison au séparatisme du passé. Comme le dit une activiste : « aujourd'hui il est nécessaire d'échanger cette parole libre que nous avons conquise, pour ne se pas limiter à défendre des droits mais pour proposer, au contraire, comme enjeu un changement dans le sentiment commun et la création d'une nouvelle culture, d'une nouvelle civilisation » (N.14, p.12). Si la présence des hommes dans les mobilisations visibles s'est progressivement normalisée et est même encouragée, les groupes restent du point de vue interne composés par des femmes dans une dimension dont les activistes ressentent l'exigence mais qui ne devient pas fermeture idéologique et/ou programmatique.

Au contraire, la croissante hétérogénéité (par âge et par sexe) des participants aux initiatives et l'ouverture des groupes qui sont souvent composés par des femmes aux profils et aux expériences politiques assez différentes montrent que les questions qui les lient sont à la fois très générales – la liberté, la laïcité – et très particulières mais partagées car liées à la vie quotidienne – la possibilité d'avoir accès à la fécondation artificielle, la nécessité de pouvoir avoir l'ordonnance pour la 'pillule du lendemain' sans perdre des heures avant trouver un médecin qui ne soit pas un 'objecteur de conscience', etc. Cette hétérogénéité témoigne surtout la centralité des thématiques de l'avortement et de la reproduction dans l'Italie contemporaine ainsi que la tension avec laquelle elles sont affrontées. Tension qui est bien exprimé par des événements récents.

En février 2008, par exemple, la police a fait irruption dans la chambre de l'hôpital Federico II de Naples où logeait une femme qui venait d'interrompre sa grossesse. La police était intervenue à la suite d'un appel anonyme qui dénonçait un présumé avortement illégal résulté après, au contraire, parfaitement conforme à la loi.<sup>4</sup> Le même soir à peu près 4.000 femmes se sont rendues spontanément au Ministère de la Santé à Rome pour organiser un sit-in. Celui-ci se termina en un affrontement avec la police au cours duquel la Ministre de la Santé, Livia Turco, du intervenir pour calmer la situation. En parlant avec les journalistes la ministre déclara : « Ce qui s'est passé à Naples ne doit plus se reproduire. Je suis contente que les femmes soient là pour défendre une loi importante, bien l'appliquer et réaffirmer une valeur, celle de la responsabilité et de l'autonomie des femmes ». D'autres initiatives ont été organisées le jour suivant à Naples et dans d'autres lieux en Italie. Comme avaient déclaré beaucoup d'activistes déjà pendant les mois précédents « ce sont des choses dont on n'a pas entendu parlé depuis les années soixante-dix » (N.4, p.15)

Un dernier facteur de nouveauté par rapport aux années 'de calme' est l'entrée de la question de l'avortement dans les dynamiques électorales. Aux prochaines élections du 13 avril, par exemple, participera, avec ses listes aussi le mouvement Pro-Life guidées par le journaliste Giuliano Ferrara. Le programme de Pro-Life tourne presque entièrement autour la question de l'avortement et comprend des mesures comme la défense de la loi 40, l'interdiction par la loi d'introduire en Italie la pilule de l'avortement Ru486, une loi qui introduit le devoir d'enterrer tous les enfants avortés dans le territoire national, qu'elle que soit la phase de la grossesse à laquelle l'avortement a eu lieu et qu'elle qu'en soit la raison. Bien que la Conférence Episcopale Italienne ait pris officiellement les distances par rapport aux méthodes choisies par le journaliste pour soulever la question de l'avortement, beaucoup de personnalités du monde catholique ont accueilli cette initiative positivement. Silvio Berlusconi, encore une fois candidat à la Présidence, après une timide approche aux instances promues par Giuliano Ferrara a toute de suite fait un pas en arrière en choisissant de ne pas inclure les listes Pro-Life dans sa coalition, probablement à cause du potentiel d'affrontement trop haut de la question.

La transformation du climat et ces changements d'organisations des acteurs de la société civile mais aussi de la politique institutionnelle par rapport à la question restent néanmoins remarquables. Aux transformations culturelles, doivent être ajoutées les conséquences factuelles des changements législatifs et politiques sur la vie des femmes italiennes : l'utilisation diffuse de la part des docteurs de l' « objection de conscience » dans un contexte où le mouvement pour la vie s'est renforcé, en effet, rend dans beaucoup de cas difficile l'avortement dans les délais prévus par la loi (cela est fonction de la région et de la qualité du service). Selon les données de l'Institut Supérieur de la Santé, de plus, les conséquences de la loi 40 sont particulièrement préoccupantes : la loi aurait provoqué une diminution des cycles de grossesse de 3,6%, c'est-à-dire 1.041 grossesses de moins. En parallèle, le nombre des accouchements gémellaires augmente (+1,6%), ainsi que celui de de trois enfants ou plus (triplés, multiples) et d'insuccès (+3%), dû à des avortements spontanés, des morts intra-utérines ou des grossesses ectopiques. Un tel bilan clinique met bien en évidence l'exposition au risque des femmes et des fœtus. A ces données négatives il faut ajouter la tendance des couples à s'adresser aux centres à l'étranger, qui n'est pas encore pleinement chiffrée et analysée.

---

<sup>4</sup> La femme avait avorté à la 21<sup>ème</sup> semaine de grossesse après avoir découvert que le fœtus souffrait d'une malformation chromosomique qui aurait rendu l'enfant gravement handicapé. Dans ces cas la loi italienne permet l'avortement aussi au delà du troisième mois de grossesse.

Le sujet de la grossesse et de la maternité ne sont, quoi qu'il en soit, pas redevenues centrales en Italie, seulement à cause du débat sur l'avortement et sur la reproduction mais aussi suite aux transformations importantes dans la sphère économique et dans le monde du travail qui ont touché et continuent à toucher la vie des femmes en Italie.

#### 4. Femme et travail : les visages de l'emploi féminin

Un des slogans les plus utilisés par les jeunes activistes pendant la manifestation de janvier 2006 et pendant les initiatives suivantes a été « la précarité, c'est le contraceptif du futur ». Apparemment en dissonance avec une manifestation en défense du droit d'avorter, le slogan, au contraire, doit être replacé dans le cadre des transformations de la société italienne, qui sont particulièrement défavorables pour les femmes d'une façon ou d'une autre. Comme souligne une jeune activiste à propos de la rencontre de son groupe avec les « féministes historiques » :

« il y avait des personnes intéressées à organiser quelque chose et nous étions au mois de novembre, avant la manifestation du janvier...donc elle (*une jeune femme du groupe*) est allée pendant l'assemblée, accompagnée derrière par quelques une d'entre nous, et a dit 'écoutez, c'est vrai qu'il faut défendre la 194 mais il faut défendre aussi le droit d'avoir des enfants, pourquoi on nous donne la liberté de prendre la pilule si on n'arrive plus à arrêter de la prendre, parce que on se trouve engagées dans un circuit fou, parce que ils t'excluent au niveau du travail, quel que soit le domaine dans lequel tu travailles » (N.5, p.3).

Le sujet de la précarité du travail, en effet, est devenu central dans le débat politique et culturelle en Italie pendant les dernières années. Pour en comprendre au fond les racines c'est opportun avant tout de donner quelques données regardant la situation économique du pays et surtout la situation de l'emploi des femmes.

Pendant les derniers dix ans pour définir la situation économique italienne on a parlé alternativement de « stagnation » ou de « récession ». Les plus importants indicateurs économiques, en effet, parlent d'un pays 'en crise' : le déficit public est égal presque au double de la moyenne européenne (pendant le Gouvernement Berlusconi, après dix ans de constante réduction, le déficit à recommençait à augmenter) ; le produit interne, au contraire, a vu un taux de croissance très bas (sources : Istat et Ocse). En plus des nombres macro, la situation économique du pays apparaît particulièrement grave si on considère les données regardants les salaires et l'emploi. La moyenne de salaires en Italie est de 19% plus bas de la moyenne européenne et la distribution du revenu c'est parmi les plus disproportionnés (source Ocse 2006). À ça il faut ajouter quelques caractéristiques démographiques qui voient la péninsule parmi les pays les plus vieux du monde avec un rapport de 71 à 100 entre retraités et occupés et une moyenne d'âge pour les femmes au premier enfant de 31,3 ans (la moyenne est plus basse au sud et plus haut au nord). Si la crise est générale, les premières à-en payer le prix, comme il se passe souvent, sont les femmes.

La précarité du travail, les salaires bas, la manque des services sont tous des facteurs qui, pendant les dernières années, ont fortement modifié les trajectoires de vie des femmes, surtout des jeunes femmes par rapport aux quelles des générations précédentes. Les données regardant la situation professionnelle des femmes en Italie, plus en détail, d'un côté dénoncent un net retard en comparaison avec les autres pays européens, d'autre côté, ils confirment la présence des profondes différences régionales, en particulier entre les régions du nord et celles du sud.

Selon les données présentées par la Ministre pour les Politiques Européennes, Emma Bonino, en février à la conférence « Femmes, Innovation et Croissance : un problème italien », en termes d'occupation féminine l'Italie c'est le avant-dernier pays dans l'Europe des 27 membres devant que à Malta. Alors que la moyenne européenne c'est de 57,4%, celle italienne est de 46,3%, bien loin de l'objectif du 60% à gagner en 2010 selon le plan européen sur l'occupation féminine signé à Lisbonne en 2000. Le sud d'Italie, en particulier, c'est le lieu européen où les femmes travaillent le moins en absolu (34,7% au sud contre le 70% du nord). En termes d'âge c'est entre le 35 ans et 44 ans la bande dont les femmes travaillent le plus : 75 femmes sur 100 au nord ; 68 au centre et 42 au sud). Même en ce qui concerne les salaires les statistiques ne sont pas rassurantes. Les données de la Présidence du Conseil disent que une dirigeante du secteur public gagne le 26,3% moins d'un collègue mâle. Dans le secteur privé la situation empire. Si on considère les données sur les temps du travail, toutefois, le cadre devient paradoxal. À cet égard les femmes italiennes sont celles qui travaillent le plus : chaque jour, la dimanche inclu, une femme italienne travaille, entre le lieu du travail et la maison, 7 heures et 26 minutes, un temps supérieur à ce des beaucoup des pays européens. On peut expliquer ça en considérant une autre statistique, celle qui montre que le 77,7% du ménage est sur le dos des femmes. En plus, si on considère la représentation de la femme dans le media, selon un étude du Censis (Women and Media in Europe, 2006), à la télévision italienne triomphe le modèle suivant : mode ou spectacle (31,5%), victime de violence (14,2%), criminalité ou déviance (8,2%). Politique (4,8%) et art (0,9%) en queue.

Un entre les problèmes les plus importants pour les femmes en Italie, comme anticipé, c'est ne pas seulement ce de trouver un emploi, mais il regarde aussi l'emploi que on trouve. Le problème de la précarité du travail, en effet, touche surtout les femmes, en particulier les jeunes. Plus de la moitié des jeunes femmes (jusqu'au 26 ans) occupé ont un contrat « atypique » (de durée déterminé et qui ne prévoit pas les vacances payées, l'allocation de maternité, les jours de maladie payés) et la même chose arrive aux 26% de femmes sous le 34 ans. La condition précaire, en plus, semble regarder les femmes d'une façon moins passager que pour les hommes. Très peu des femmes arrivent, après des expériences du travail discontinu, à un contrat à temps indéterminé. Selon le troisième rapport Ires-CGIL préparé par l'Observatoire sur le travail atypique, la flexibilité offerte aux femmes va déterminer « une progressive détérioration du point de vue professionnel, économique et sociale de leurs conditions ».

Des plusieurs points de vue, donc, les données sur l'occupation féminine en Italie racontent la même histoire de ces regards sur le débat et la législation sur l'avortement et la reproduction :

«les jeunes femmes disaient 'pour nous la précarité signifie contraception...nous, on comprend le symbol de la 194 mais l'oppression sur nous se passe au contraire, c'est le désir de maternité qui nous vient nié'...et la chose absolument extraordinaire c'est que ces choses qui pourraient entrer en conflit, au contraire se sont toutes amalgamées et elles ont trouvé ce point de référence dans la liberté féminine » (N.8, p.4).

Les caractéristiques de ce renouvelé activisme féminin et féministe, à leurs tour, confirment les données. À partir de 2001, comme j'ai déjà écrit, pour la première fois après des années de silence, nombreuses jeunes femmes ont repris à s'occuper des questions du genre, d'avortement, du féminisme, d'égalité d'opportunités, de violence faites aux femmes, etc. En observant la composition des organisations italiennes en termes d'âge, éducation et profession, en effet, les données sont significatives. Les bandes d'âge présentes sont essentiellement deux : celle de femmes entre les 50 et les 65 ans (et plus)

et celle de femmes entre les 25 et les 35 ans. Les générations intermédiaires, socialisées pendant une période de bien-être économique, d'élargissement des tutelles et caractérisé par l'expansion de libertés personnelles, sexuelles, etc. comme celle des années quatre-vingts, sont, au contraire, presque absentes. Les soi-disantes « vagues de protestation », en effet, nous disent beaucoup sur les transformations à l'intérieur d'une société et, en ce cas, elles parlent d'un 'féminisme de retour' qui a des caractéristiques et une diffusion différentes par rapport aux années soixante-dix, mais toutefois, c'est le symptôme d'une détérioration perçue de la condition des femmes.

Du point de vue de l'instruction les deux générations se ressemblent : il s'agit des femmes très instruites et le plus souvent spécialisées dans les sciences humaines. En ce qui concerne la condition professionnelle, au contraire, les différences sont évidentes : si la première génération pouvait compter sur des emplois stables et discrètement payés dans le champ de l'éducation, de l'édition, du journalisme, du droit, etc, la génération de 'trente ans' est immanquablement caractérisée par l'association entre curriculum riches et longues et contrats de travail de durée limitée et sous-payés. C'est exactement cette différence qui a rendu la rencontre entre les deux générations pas toujours simple :

«le problème c'est que tu fais ce que tu peux mais elles disent 'ah mais tu le sais, nous aussi on s'est estinguées et pourtant j'ai eu un enfant quand j'avais ton âge même si je n'avais pas une maison et un travail, même si j'avais tous les problèmes que tu as maintenant'...oui mais tu étais sûre que tu ne les auras eu dans 10 ans...la précarité du travail pour nous se transforme en précarité existentielle et c'est comme ça...cette précarité existentielle nous la portons sur nous, dans tout ce que nous faisons, dans ce que nous pensons et dans ce que nous essayons de créer... » (N.5, p3)

Le problème du travail pour les femmes italiennes en plus prend des nuances très différentes selon les contextes régionaux. En ce cas aussi les caractéristiques de l'activisme reflètent pleinement les données économiques et professionnelles. Les groupes féministes et l'associatisme féminin se concentrent dans les villes du nord, en particulier dans les grandes villes et du point de vue culturelle plus actives. Milan, historiquement le berceau du féminisme italien, reste la ville avec le nombre d'organisations le plus haut. Bologna, elle aussi en confirmation de sa tradition de lieu symbole de l'élaboration politique et de la culture, est particulièrement vive. À suivre on trouve beaucoup d'organisations à Florence, Turin mais aussi à Padova et Venezia. Rome par sa part peut être considérée la frontière du féminisme italien. Si, en effet, pleins de groupes sont présents dans la capitale, en avançant vers le sud la situation change de façon plutôt radicale parallèlement au changement des données sur l'occupation féminine, sur le nombre d'enfants, sur l'instruction. Ça ne étonne pas donc que l'élaboration sur la précarité, c'est-à-dire sur les modalités du travail, arrive du nord et pas du sud où les femmes travaillent très peu.

Le propos sur la précarité des jeunes activistes du nord, d'ailleurs, se ressent beaucoup de la croissante européanisation et il reprend beaucoup des développements de la société occidentale avancées. C'est ne pas en fait la perspective d'une biographie personnelle et professionnelle 'fragmentée' à être mise en discussion. Ce qui vient argumenté c'est plutôt la nécessité d'obtenir un nouveau type des droits et de tutelle indiqués pour des contextes globalisés plus changeants, rapides et flexibles. Cet aspect aussi devient donc une cause d'incompréhension avec les femmes des générations précédentes caractérisées par des biographies 'entières' dans un cadre de sécurité professionnelle et symbolique plus marqué :

« non mais là il y a vraiment un mépris, c'est vraiment une question générationnelle, on l'a vérifié en la relation avec les féministes historiques mais aussi avec notre parents...nous on s'est défini dans ce document qui nous avons écrit une 'génération de frontière' parce que nous on marque un passage...nous toutefois on est calibré sur un imaginaire fordiste qui continu à nous être projeté sur le dos et à créer des attentes...parce que après ça fait partie de la tradition culturelle de la gauche italienne, c'est-à-dire le lire le phénomène de la précarité comme neoesclavage...que c'est sûrement en part comme ça...mais il y a mobilité plus grande dans les expériences et une contamination assez plus grande de celle qui il y avait dans une rigide division en classes comme ça pouvait être dans le fordisme...bien sûr on ne peut pas oublier combien les éléments des classes jouent encore un rôle, surtout en ce qui concerne les perspectives, le futur et la sensation de sécurité qui une personne peut avoir quand elle a des droits des citoyenneté...c'est ne pas que tu fais comme si il n'y avait pas ces choses mais revendiquer et faire propre la condition de precarité come condition potentiellement de liberation o en tout cas de transformation je vois que ça trouve toutefois des difficultés à être compri par le génération précédentes » (N.13, p.4-5)

La précarité sans tutelles diffusée dans l'Italie contemporaine, cependant, reste un problème fortement senti aussi à cause des conséquences que ces rangements professionnelles ont sur la possibilité de s'activer politiquement. Le féminisme jeune émergeant dans l'Italie du nord, en fait, si d'un côté proteste, propose et demande, d'autre côté, se ressent dans ses modalités de la précarité professionnelle et existentielle diffusée à la quelle il est associé. Le continu élan de contrats à temps indéterminés et malpayés rends actuellement difficile l'engagement constant dans un groupe ou dans un association. Ce type de difficulté est émergé constamment pendant les interviews :

« il y a vraiment un problème de continuité et à cet égard XXX a raison, parce que elle se demandait pourquoi à un moment donné les précaires ne fussions plus là...parce que t'es preciaire, tu n'arrives pas à t'organiser, c'est ne pas que tu ne veux pas mais tu n'arrives pas à gérer ton temps...je ne sais pas si nous on est 12-13 poissardes (*les membres du groupe dont l'activiste qui parle fait partie*) mais c'est pour nous toutes pareil...après il arrive que tu as des travaux qui n'ont pas les même horaires et qui changent chaque jour donc tu ne sais jamais ce que tu vas faire la semaine suivante...tu ne peux pas t'organiser et t'aimerais aussi avoir une vie privée e ça c'est très difficil...il s'arrive que nous n'arrivont même pas à nous rencontrer entre nous » (N.16, p.3)

Dans ce sens, en fait, l'activisme tendre à se modeler sur les expériences personnelles et il deviens en plusieurs cas un activisme 'à projet', c'est-à-dire temporairement et sur questions spécifiques selon ses propre disponibilités.

Les questions de l'occupation féminine, de la precarité, de la maternité 'renvoyée' ou de la 'maternité seulement sans emploi' encore une fois signalent des profonds transformations en Italie (et malheureusement aussi l'éclatante confirmation de l'énorme gap entre le nord et le sud du pays). Ces sujets, cependant, ne commencent que maintenant à émerger sur le plans mediatique et en terms de concrete proposition politique. C'est pour ça que dans ce paragraphe j'ai ne pas insisté sur le champs organisationelle concernant la question de l'occupation féminine et de la precarité : parce que il est maintenant en train de s'organiser. Comme on verra dans le prochien paragraphe en effet les dynamiques qui reglent la vie politique italienne ont été, et sont toujours, très excluantes pour les femmes.

## 5. Femmes et institutions: essayer de diminuer la distance

Le lendemain de la victoire aux élections de la coalition de centre-gauche guidée par Romano Prodi en Avril 2006, l'assemblée de Usciamo dal Silenzio a publié un document officielle titré « La liste des Ministres est une occasion perdu » pour protester contre la composition de l'exécutif. Le document disait :

« Les femmes de Usciamo dal silenzio, celles de la grande manifestation du 14 de Janvier à Milan, en rencontrant le 8 de mars les candidats et les candidates de l'Unione (la coalition de Prodi) avaient dit : 'nous iront veiller, nous ne signeront pas des effets en blanc'. Encore une fois, ça semble d'être dans le vide, pas en Europe. Nous avaient vu et commenté que la phase d'élection aux charges publiques avait effacé, ignoré l'idée que il fût possible de proposer une femme. Nous avons vu, pendant les moments de plus grande tension dans l'Unione, paraître, avec le seul but de troubler le jeu, candidatures féminines pas soutenues même pas le temps nécessaire afin que la nouvelle arrive aux médias sans démenti. Maintenant la liste des Ministres : la distance entre la proposition du Gouvernement et l'équitable représentation est sidéral ! Il le disent les visages, les nombres de cet exécutif : aucun signal d'innovation et de discontinuité, une représentation presque masculine qui préfigure une action de gouvernement très loin de nos attentes. Une sous-estimation ou une confirmation du climat obscurantiste que en cette année s'est construit sur le corps et sur la pensée des femmes ? (...). Pourquoi ne pas dire que nous sentons une profonde humiliation par rapport à nos promesses faites, évidemment pas au nom d'un projet politique mais seulement à la recherche des votes des femmes, mais aussi par rapport au protagonisme que les femmes ont amené dans les places pendant les derniers mois? (...). On a perdu une fondamentale occasion, assez promesses. (...) »

([www.usciamodalsilenzio.org](http://www.usciamodalsilenzio.org))

Le Président du Conseil, Romano Prodi, en effet présenta un Gouvernement composé par 26 Ministres dont seulement six femmes (et entre ces six ministères cinq sans portefeuille). Paradoxelement les promesses avaient été, dans l'ensemble, tenues: Prodi en fait avait déclaré que il aurait au moins triplé le nombre des femmes présentes dans l'exécutif. Car dans le précédent Gouvernement Berlusconi les femmes étaient deux, l'objectif pouvait se dire, sur le papier, atteint. La vicissitude, cependant, eut pour beaucoup des commentateurs et surtout pour beaucoup des femmes le signe de la moquerie. Pendant le Gouvernement Berlusconi, l'Italie avait glissé au quatre-vingtième place du classement mondial sur la présence des femmes dans les parlements et dans les gouvernements (deux ministres sur vingt-trois, 11% des femmes dans le parlement), dernière entre les pays européens. Le Gouvernement Prodi donc amélioré seulement un peu la situation (17% des femmes dans le parlement). Le problème de l'accès des femmes à la représentation reste une autre question ouverte pour l'Italie. Après que la tentative du Ministre pour les égales opportunités Stefania Prestigiacomo d'introduire une loi sur les quote-parts a été enterré par sa même majorité, actuellement l'État italien ne prévoit pas des mesures législatives pour encourager le rééquilibre des genres dans les sièges institutionnelles.

Le rapport entre les femmes et les institutions d'ailleurs n'a jamais été simple en Italie. Comme dans d'autres pays, le mouvement des années soixante-dix était né en fière et polémique autonomie vis-à-vis des logiques du parti et de la politique institutionnelle. Tandis que l'élaboration féministe, surtout dans les pays du nord Europe, est bientôt entré dans les parlements, en Italie, dans un contexte culturelle et économique différent ce passage

n'est pas arrivé. Les résistances du milieu se sont croisées avec la persistance dans l'univers féministe d'une résolue distance vers la politique institutionnelle et avec le développement manqué des Études du Genre spécifique dans les universités :

“je me demande si la difficulté pour les associations des femmes qui avaient un héritage du féminisme des années soixante-dix n'est pas été longtemps celle d'assumer, avec tous ces limites, la problématique du rapport avec les institutions...le rapport avec la loi, avec l'État, avec les partis, avec les syndicats...enfin le rapport avec les institutions...il y a toujours été une résistance...(N.7, p.10)

En ce cas on pourrait parler en Italie d'une lente reorganisation du champs d'organisation lié à les questions de la représentation aussi pour l'effet d'une transformation du monde associatif féministe et féminine :

“à mon avis on est en train d'essayer à faire des choses...avec toute la nature problématique dû...il n'y a plus l'a priori « ah mais les institutions sont merdiques, c'est ça » et le autres qui te disent « ah oui tu fais ton boulot mais la vrai politique... »...il y a un peu de contamination à mon avis...après je ne sais pas ou ça va nous amener mais moi, je suis assez confiante parce que l'approche, ce de la séparation nette, selon moi avait peu et mal produit » (N.13, pp.7-8)

## 7 Une note sur la question de l'immigration

Dans ce contribution j'ai souvent utilisé indistinctement les terms 'femmes italiennes' et 'femmes en Italie' apparemment laissant de côté le problème des femmes étrangères résidentes dans le territoire italien. En choisissant d'utiliser les organisation féministes comme miroir des transformations plus vastes, le propos a inévitablement été influencé par la perception des priorités dans le monde du féminisme. À cet égard, les questions liés à la condition des femmes étrangères sont sans doute restés dans l'ombre. L'Italie, en réalité est un pays exposé à des importants flux migratoires qui, en ce qui concerne les femmes, intéressent surtout le soi-dixante « welfare parallele ». Le rapport du monde de l'activisme féministe avec les femmes étrangères, cependant, commence seulement maintenant à se structurer : il s'agit des approches timides marqués le plus souvent par une certaine distance et par la difficulté d'individuer des pratiques, des langages et des priorités communes.

À ce propos j'espère que l'École Doctorale sera une occasion pour moi d'approfondir l'aspect de l'immigration que je n'ai pas encore suffisamment analysé et pris en compte.

## Bibliographie

Banaszak, L.A., Beckwith, K., Rucht, D., *Women's Movements Facing the Reconfigured State*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003.

Beckwith, K. *Beyond compare? Women's movements in comparative perspective*, in *European Journal of Political Research*, 37: 431-468, 2000.

- Clemens, E. (2005), *Two Kinds of Stuff: the Current Encounter of Social Movements and Organizations*, in Scott et al. (2005), *Social Movement and Organization Theory*, Cambridge University Press, Cambridge
- Della Porta D., Diani M., *Social movements*, Malden, Massachusetts, Blackwell Publishers, 1999
- Della Porta D., *Movimenti collettivi e sistema politico in Italia. 1960-1995*. Laterza, Roma, 1996
- Diani M., *The concept of social movement*, in «Sociological Review», 40, 1992;
- Gamson, William A.(1990) *The strategy of Social Protest*, Wadsworth, Belmont
- Kriesi, H., et al., *New Social Movements in Western Europe*, University of Minnesota Press, Minneapolis-London, 1995
- McAdam, D., Mc Carthy J. D., Zald, M. N. (1996) *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge University Press, Cambridge
- McAdam, D., Scott, R. W., *Organizations and Movements* in Scott et al. (2005), *Social Movement and Organization Theory*, Cambridge University Press, Cambridge
- McCarthy, John D., Zald, Mayer N. (1977) Resource Mobilisation and Social Movements: A Partial Theory, *American Journal of Sociology*, 82, 1212-34
- McCarthy, John D., Minkoff, Debra (2005), Reinventing the Study of Organisational Processes in Social Movements, *Mobilization*, 10:289-308
- Melucci, A., *Nomads of the Present. Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, Century Hutchinson Ltd, London, 1989.
- Minkoff, Debra; Clemens, Elisabeth, (2004), *Beyond the Iron Law: rethinking the Place of Organizations in Social Movement Research*, pp.156-170, in Snow, David, A.; Soule, Sarah A., Kriesi, Hanspeter, (2004) *The Blackwell Companion to Social Movements*, 2004, Blackwell Publishing,
- Polletta, Francesca, *Freedom is an Endless Meeting: Democracy in American Social Movements*, University of Chicago Press, Chicago
- Rucht D., *Research in Social movements: The State of the Art*, Campus Verlag-Westview Press, Frankfurt-Boulder (Co), 1991.
- Rucht, Dieter (1999) Linking Organisation and Mobilisation: Michels' Iron Law of Oligarchy Reconsidered, *Mobilization*, 4, 151-70
- Scott et al. (2005), *Social Movement and Organization Theory*, Cambridge University Press, Cambridge
- Snow, David, A.; Soule, Sarah A., Kriesi, Hanspeter, (2004) *The Blackwell Companion to Social Movements*, 2004, Blackwell Publishing,
- Tarrow, S., (1994), *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge University Press, Cambridge
- Tilly, Charles, Tarrow, Sidney, (2006), *Contentious Politics*, Paradigm Publishers
- Zald, Mayer N., McCarthy, John D. eds. (1979), *The Dynamics of Social Movements*, Winthrop Publishers, Cambridge, MA